

l'Union en gestion indirecte, conformément à l'article 157(3) du règlement financier. À cette fin, et avant qu'une convention de contribution puisse être signée, ces personnes et entités doivent soumettre leurs systèmes et procédures à une évaluation conformément à l'article 157(4) du règlement financier⁸ et, le cas échéant, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 157(5) du règlement financier.

- (14) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions conformément à l'Article 198 (f) du règlement financier.
- (15) Le plan d'action prévu par la présente décision est conforme à l'avis du comité IVCDI – Europe dans le monde institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947,

DÉCIDE:

Article premier

Plan d'action

La décision de financement annuelle, constituant le plan d'action annuel destiné à mettre en œuvre le plan d'action annuel en faveur de la République d'Haïti pour 2024, telle qu'elle figure dans les annexes, est adoptée.

Le plan d'action comporte les actions suivantes:

- (a) Programme de renforcement et de modernisation de l'Administration Générale des Douanes, figurant à l'annexe I;
- (b) Edikasyon pou viv ansanm – Éducation pour vivre ensemble (partie II), figurant à l'annexe II;
- (c) Développement territorial intégré du Nord-Est d'Haïti, figurant à l'annexe III.

Article 2

Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du plan d'action pour 2024 est fixé à 40 000 000 EUR, à financer par les crédits inscrits sur la ligne 14.020141 du budget général de l'Union : 40 000 000 EUR.

Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de maximum 10 000 000 EUR et ne dépassant pas 20 % du montant maximal de la contribution de l'Union fixé à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées⁹ des crédits alloués à des actions spécifiques ne dépassant pas 20 % de ladite contribution, ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110(5) du règlement financier,

⁸ À l'exception des cas prévus à l'article 157(7), du règlement financier, pour lesquels la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

⁹ Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.